

Le quarantième anniversaire de la Charte de la langue française

Langue commune inclusive contre ethnicisme exclusif

Au même moment que l'on souligne le quarantième anniversaire de la loi 101, l'extrême-droite, fascisante ou non peu importe, manifeste contre une immigration tout à fait légale de réfugiés haïtiens paniqués par le trumpisme et forcés de passer illégalement mais ouvertement la frontière à cause de la loi canadienne faisant l'hypothèse absurde que les ÉU sont un « pays sûr ». On devine le danger d'amalgame entre intolérance bigote et loi 101 même édentée par la Cour suprême. Pourtant celle-ci est la négation de celle-là.

La langue commune unit la nation, l'ethnicisme la brise

La défense et la promotion du français comme langue commune unificatrice résultent de la lutte historique de la nation québécoise contre son oppression et contre son assimilation, de la conquête à la loi de la clarté en passant par le rapport Durham, la Confédération, la conscription et la loi des mesures de guerre. Elle est aussi une contribution à la diversité culturelle de l'humanité, dont la langue est le fondement. Si la diversité des espèces est un fondement écologique, celle de l'homo sapiens en est le corollaire et la continuité historique.

La défense de l'ethnie « de souche » est la négation de l'intégration nationale par la langue commune (et de la citoyenneté commune pour tous les gens résidant sur le territoire national) et son alter ego, la garantie et la promotion de la diversité linguistique et culturelle dans l'espace public nationale. Cette diversité au sein de la nation, aussi niée par l'ethnicisme, est nécessaire à sa richesse culturelle sans laquelle il n'y a pas de dynamisme économique et social. Comme la dynamique démographique du Québec ne lui vient plus désormais de la « revanche des berceaux » sur le dos des femmes mais de l'apport de l'immigration internationale dont la grande diversité ethnique et linguistique est évidente, le repliement « de souche » conduirait inexorablement à la folklorisation mortuaire de la nation québécoise.

Ne pas capituler à la globalisation des marchés et serrer la vis aux entreprises

On se plaindra de la réticence de l'immigration à apprendre et à utiliser le français. Il faudrait d'abord se regarder le nombril national dont la tête pensante capitule, et non s'adapte, à l'anglais de l'économie globale tant dans la sphère économique et scientifique que celle culturelle. Certes, il revient au système scolaire d'assurer la maîtrise de l'anglais lingua franca internationale tout comme celle du français nationale aux non francophones d'ici. Celle-ci est d'ailleurs la condition de l'acceptabilité sociale de celle-là. Il faudra envisager de graduellement franciser l'ensemble du système scolaire à la « McGill français » quitte à moduler les contenus culturels. Le privilège historique du conquérant ne peut pas durer éternellement surtout qu'il oblige à brimer la liberté de choix des seuls francophones et allophones.

Reste que le nerf de la guerre linguistique, c'est la langue de travail. Ici s'impose la coercition anticapitaliste de l'entreprise, grande et moyenne (dix emplois), qui n'a jamais digéré la Charte de la langue française et qui la digère encore moins à l'ère du marché mondial. Pour ces messieurs et quelques dames, le français est un coût et non une richesse. Inutile d'ajouter que la présence syndicale facilite d'autant la tâche en minimisant la contrainte bureaucratique coûteuse et inefficace... mais inévitable et nécessaire. Faut-il préciser que ce grand chantier linguistique ne souffre pas d'une contradictoire bannière bilingue y compris pour les raisons sociales des entreprises, ce qui n'empêche nullement un marketing non français hors Québec.

Le fer de lance de la politique linguistique : le projet de société... introuvable

N'empêche que toute politique linguistique se mouvra dans la mélasse au mois de janvier si elle ne procède pas d'un projet de société libérateur. L'application coercitive du français langue commune comme droit collectif a besoin d'un appel d'air. C'est le projet de société de la

Révolution tranquille, en fait une modernisation tumultueuse, qui explique qu'il y a un demi-siècle un peuple ait trouvé la force interne pour briser la chape de plomb de l'anglais oppresseur. Le néolibéral et identitaire PQ a échappé ce ballon depuis longtemps. En fait, c'est sa conquête de la majorité parlementaire en 1976 qui a clos la grande mobilisation de libération nationale et d'émancipation sociale des années 60-70.

Mais il n'est pas clair que Québec solidaire veuille s'en emparer. Le ballon semble lui glisser entre les mains. Depuis 2016, le parti s'épuise, sous différentes formes, dans des débats avec la mouvance nationaliste en perte de vue. Après celui sur la constituante, non concluant, puis celui sur l'alliance avec le PQ qui garde la porte ouverte à travers sa créature, le OUI, voici celui de la fusion avec Option nationale pourtant, électoralement, dans la marge de la marge. Pour masquer l'absence de plate-forme électorale dont l'élaboration est confinée à d'opaques comités restreints, le parti joue la carte superficielle du vedettariat de son nouveau porte-parole pour marquer des succès de sondage lesquels pourraient s'avérer éphémères.

La politique du parti sur les enjeux de l'heure s'en ressent, que ce soit la politique de commerce international (le libre-échange) ou celle sur l'immigration (la crise des réfugiés et ses suites dans la rue). Le parti improvise des positions ad hoc qui sont ambiguës (abolition de l'entente sur les pays sûrs) ou partielles (le bois d'œuvre pour la construction non résidentielle), ou se réfugie derrière un consensus syndical mi-chair mi-poisson (libre-échange privé et protectionnisme public), ou se contente d'en appeler à l'humanisme (les réfugiés). Et cela sans compter sa position pro rapport Bouchard-Taylor sur la loi 62 laquelle position ne rompt pas avec l'islamophobie. Le gagnant de ses tergiversations est la CAQ qui est clair sur le libre-échange (pour en général), sur l'immigration (moins), sur le voile (large interdiction) pendant que ses alliés extrémistes de la rue, tenus hypocritement à distance, manœuvrent leurs contradicteurs victimes de leur anti-démocratique « diversité des tactiques ».

Une plate-forme justifiant une immigration massive pour le plein emploi écologique

Il n'est pas encore trop tard pour rectifier le tir. Le congrès de novembre, formellement sur la plate-forme, en donne l'occasion. Mais pour que la priorité de ce congrès soit réellement sur ce sujet, il est impérieux de lancer publiquement le grand débat sur la plate-forme en faisant immédiatement connaître le ou les projets avec toute leurs ribambelles de choix alternatifs de sorte à enterrer l'impression médiatique que n'existe seulement l'affaire de la fusion avec Option nationale. Quant à cette fusion, elle n'a pas à contraindre d'aucune façon les débats du parti sur la plate-forme. Qu'on offre à ce petit parti le statut de collectif avec droit de représentation dans les instances et, en prime, une temporaire représentation sur la Coordination nationale, offre à prendre ou à laisser. Pour le reste que leurs membres participent au débats du parti comme tout le monde.

C'est une erreur lamentable pour Québec solidaire de se doter d'un apparent teflon indépendantiste en absorbant ce parti de purzédurs doté d'une tactique de préjugé favorable à la gauche pour séduire les Solidaires. L'indépendance est l'épine dorsale du projet de société de plein emploi écologique dont le libre-échange anticapitaliste (libre circulation des personnes et des idées et contrôle populaire de la circulation de l'argent et des marchandises) est le noyau de la politique extérieure. Une telle politique requiert une immigration massive pour bonifier des services publics *austérisés* et pour accomplir une révolution écologique de l'agriculture, des transports et de l'énergie tout en réduisant drastiquement le temps de travail.

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale du XX^è siècle, il y a eu une augmentation de la productivité du travail de 400 % contre une réduction réelle du temps travaillé plein temps d'à peine plus de 25 %. La balance a été concédée au consumérisme qui a tué la combativité ouvrière pour une société alternative tout en déstabilisant peut-être à jamais le climat et en causant la sixième grande extinction des espèces vivantes. Il est grand temps d'en discuter.

Marc Bonhomme, 27 août 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca